

C'est officiel, une nouvelle IRM va être installée à Castres

l'essentiel ▼

Lundi, alors qu'il évoquait les tenants et aboutissants de sa première année de mandat, le député LREM de la 3^e circonscription du Tarn, Jean Terlier, a annoncé qu'une deuxième IRM serait bel et bien implantée à Castres.

« On est élu pour aider les entreprises de notre territoire, qu'elles se développent et que tout se passe bien [...] d'ailleurs, il y a un élément sur lequel je suis assez fier, nous allons avoir une nouvelle IRM à Castres ». L'information est tombée lundi après-midi, lorsque le député LREM, Jean Terlier, s'est exprimé sur son rôle et les objectifs qu'il s'était fixés lors de sa première année de mandat. « Je me suis tout de suite saisi de cette question-là, en lien évidemment, avec les services de l'administration et de l'Agence Régionale de Santé (ARS) d'Occitanie. C'était essentiel, le sud du Tarn avait besoin de cette deuxième IRM, compte tenu des délais qui étaient un peu trop longs », a-t-il ajouté.

La clinique du Sidobre comme point de chute ?

Rappelons qu'il n'y a actuellement qu'une seule IRM dans le sud du Tarn installée à l'hôpital du pays d'Autan et cogérée dans le cadre d'un GIE (Groupement d'intérêt économique) par le Chic Castres-Mazamet, la polyclinique et le cabinet de radiologues castrais Radix.

Dans un second temps, le député a annoncé que la nouvelle machine serait « probablement

installée à la clinique du Sidobre. Mais c'est pour le sud du Tarn, et c'est plutôt une bonne solution. C'est une vraie fierté ». Cette annonce tombe à pic. Il faut dire que le sujet était sensible et traînait derrière lui un certain nombre de doutes et de polémiques dans le milieu médical. Mais pas seulement. Des délais rallongés, plusieurs mois d'attente... Certains patients résignés partaient régulièrement faire leurs examens sur Toulouse, Albi ou Carcassonne. Des déplacements qui nécessitaient du temps et de l'argent.

« En tant que jeunes installés, nous n'avons jamais rencontré de telles difficultés dans les dif-

férentes régions où nous sommes passés au cours de notre formation, au point de devoir, lors d'urgence, demander des examens moins performants. Deux mois et demi pour un rendez-vous d'IRM à Castres, c'est vraiment inacceptable », avaient à l'époque déclaré, Julien Normand et Andrei Arhire, médecins – en chirurgie orthopédique et en neurologie – à la polyclinique du Sidobre, tous deux à l'origine de la pétition lancée sur internet, en juillet 2017 (six mois après, la pétition avait recueilli plus de 13 000 signatures). L'objectif ? Accélérer le mouvement et attirer l'attention des pouvoirs publics, et notamment celle de

l'ARS, seule autorité compétente à pouvoir appliquer le schéma régional d'organisation de la santé. Opération réussie donc.

Des « délais raisonnables »

« Il y a quelques jours, la société des radiologues a obtenu l'autorisation d'exploiter une IRM polyvalente, par décision de l'ARS. Ça a d'ailleurs fait l'objet d'un arrêté », a affirmé Marc Baillet, directeur de la clinique, « très heureux d'avoir obtenu cette décision et satisfait que le choix se soit porté sur le bassin sud tarnais. C'est un véritable plus pour les patients qui auront enfin des délais raisonnables ».

Pauline Brassart

repères

13.063

PÉTITION > signatures. En six mois seulement, Julien Normand et Andrei Arhire, les deux médecins de la clinique du Sidobre ont obtenu 13 063 signatures suite à leur pétition lancée au mois de juillet 2017.

« Selon moi, cette nouvelle, c'est enfin une décision de justice par rapport au sud du département et à nos habitants. »

Marc Baillet, directeur de la polyclinique du Sidobre.



La nouvelle IRM polyvalente devrait être installée à la clinique du Sidobre./photo DDM, archives

UNE BAGARRE JURIDIQUE

Dans cette course à l'IRM, l'hôpital public de Castres exigeait, lui aussi, d'avoir ce nouvel appareil. Une bagarre juridique s'était même enclenchée entre les deux structures. La clinique du Sidobre, établissement privé, souhaitait une IRM polyvalente et l'hôpital de Castres, espérait lui, une IRM spécialisée pour l'ostéo-articulaire, en complément de celle déjà installée dans ses locaux. En parallèle, un dossier albigeois s'était également glissé dans les négociations.